

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

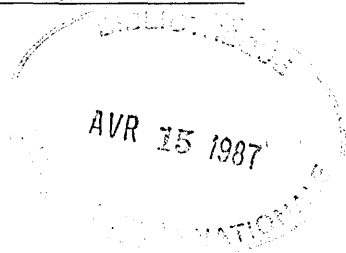
Projet de loi 203

(Privé)

**Loi concernant certaines transactions entre
la Compagnie de Jésus, la Corporation
du Collège des Jésuites et la Corporation
du Collège Saint-Charles Garnier**

Présentation

Présenté par
M. Réjean Doyon
Député de Louis-Hébert



Éditeur officiel du Québec
1987

Projet de loi 203

(Privé)

Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles Garnier

ATTENDU que la Compagnie de Jésus a été constituée en corporation le 18 mai 1887, par le chapitre 28 des lois de 1887, modifié par le chapitre 128 des lois de 1950-1951, par le chapitre 190 des lois de 1959-1960 et par le chapitre 164 des lois de 1960-1961;

Que le but de l'existence de la Compagnie de Jésus consiste notamment à créer et maintenir des maisons d'éducation, d'études et de retraites et autres oeuvres;

Que la Corporation du Collège des Jésuites, formée en partie de prêtres de la Compagnie de Jésus, a été constituée en corporation par le chapitre 122 des lois de 1923-1924, modifié par le chapitre 146 des lois de 1930-1931;

Que le Collège Saint-Charles Garnier, propriété de la Corporation du Collège des Jésuites, dispense de l'instruction et de l'éducation et que cette oeuvre était confiée, jusqu'en 1982, à la Corporation du Collège des Jésuites, instituée pour assurer la permanence de l'oeuvre et son bon fonctionnement;

Que depuis 1982, l'oeuvre est confiée à la Corporation du Collège Saint-Charles Garnier, constituée en corporation par lettres patentes émises le 3 juin 1981; que cette corporation n'est pas formée de prêtres de la Compagnie de Jésus;

Que la Compagnie de Jésus désire se désengager complètement vis-à-vis de l'oeuvre et de la propriété du Collège Saint-Charles Garnier,

moyennant le respect, par les successeurs, de certaines conditions, dont la poursuite de l'oeuvre;

Qu'il est dans l'intérêt public que l'oeuvre soit effectivement continuée;

Que le moyen le plus sûr et le plus efficace d'obtenir la garantie de la poursuite de l'oeuvre, consacrant la pérennité de celle-ci, consiste à créer un lien juridique inaltérable sur les immeubles;

Qu'en vertu des termes des lois constitutives respectives et de leurs amendements, il existe un doute quant au pouvoir de la Compagnie de Jésus et de la Corporation du Collège des Jésuites de transférer leurs immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle;

Que par ailleurs, la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne prévoit aucune exemption pour les situations visées par des transactions comme celles envisagées par les parties et qu'il est dans l'intérêt public d'exempter les parties de payer ces droits, compte tenu de la finalité des transactions;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Corporation du Collège des Jésuites a le pouvoir de transférer ses immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la Compagnie de Jésus; ce transfert étant exempt du paiement du droit de mutation, prévu à la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), malgré toute disposition législative générale ou spéciale inconciliable avec les présentes.

2. La Compagnie de Jésus a le pouvoir de transférer par la suite les immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la Corporation du Collège Saint-Charles Garnier; ce transfert étant exempt du paiement du droit de mutation, prévu à la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), malgré toute disposition législative générale ou spéciale inconciliable avec les présentes. L'acte de transfert peut comporter des charges, conditions, obligations et prohibitions pouvant restreindre l'usage ou l'utilisation de ces immeubles et visant à assurer que ces immeubles soient utilisés à des fins d'éducation ou à des fins connexes, lesquelles charges, conditions, obligations et prohibitions constituent alors un droit réel grevant ces immeubles.

3. La présente loi peut être enregistrée s'il y est joint une liste des immeubles qui y sont visés. Cette liste doit décrire ces immeubles conformément à la loi et être approuvée par résolution du conseil d'administration de la Compagnie de Jésus.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).